

# Quelques raisons d'espérer en l'Europe se dévoilent, timidement...

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S&ED)

**L'actualité de ces dernières semaines nous montre une fois de plus des lueurs d'espoir et des déceptions. Passons-les en revue.**

Certains «responsables» européens restent décevants. Ils s'indignent de ce que MM. Biden et Poutine discutent de notre sécurité sans impliquer d'Européen dans leur dialogue, mais pourquoi s'encombreraient-ils de dirigeants non représentatifs ? Nos chefs de gouvernements sont incapables de s'unir pour désigner un porte-parole crédible. Ni le président permanent du Conseil européen, ni le président tournant, même français, ni le haut représentant de l'Union européenne (UE) n'ont cette crédibilité, dont seule dispose la Commission européenne, mais exclusivement dans le domaine du Commerce extérieur.

Les quelques raisons que nous avons d'espérer un avenir meilleur pour l'Europe vient de la rébellion des populations contre la mauvaise gouvernance qui nous accable, notamment au niveau de l'UE et de ses États membres.

Cette rébellion conduit à la multiplication des partis et à des alternances généralisées : les leaders sortants qui ont échoué sont sortis, ou bien ils doivent se remettre en question comme l'ont fait M. Scholz en Allemagne et M. Rutte aux Pays-Bas.

M. Macron prône d'une part l'autonomie stratégique de l'Europe et en effet, un rapport d'information sur la construction d'une autonomie stratégique européenne a été présenté en commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale le 15 décembre dernier. Les co-rapporteurs Maud Gatel (MoDem) et Didier Quentin (LR) y énumèrent 14 propositions prioritaires, regroupées en trois axes : renforcement de la capacité de décision et d'action de l'UE ; réduction des dépendances critiques par l'innovation, la réindustrialisation et la régulation ; anticipation des ingérences des pays tiers.

D'autre part, le département d'État américain a approuvé la vente, par le biais du Foreign Military Sales, du système électromagnétique de lancement d'aéronefs (EMALS) et du dispositif d'arrêt avancé (AAG) à la France, pour un montant de 1,3 milliard de dollars.<sup>(1)</sup> La France a aussi commandé trois avions E-2D Hawkeye au coût de 600 millions € par exemplaire.<sup>(2)</sup> Comme aujourd'hui le *Charles de Gaulle*, le futur porte-avions français ne pourra être mis en œuvre que si les Américains le veulent bien. Sans ces trois équipements, le porte-avions est aveugle, incapable de catapulter et faire apponter des avions.

Cette forme de duplicité rend improbable que la présidence française de l'UE donne lieu à un renouveau de la souveraineté européenne, même si M. Macron a dit récemment vouloir faire de 2022 l'année d'un tournant pour l'UE, notamment pour mieux protéger ses frontières face aux crises migratoires et pour faire avancer l'Europe de la défense.<sup>(3)</sup>

L'élection présidentielle, en avril, va réduire la présidence française de l'UE (PFUE) de six à trois mois utiles. Le journal *L'Opinion* a qualifié l'annonce des priorités pour cette présidence «d'avalanche de sommets européens, de conférences, de colloques, de réunions ministérielles ou universitaires» ; il y a joint un dessin faisant dire au président : «J'ambitionne de réformer l'Europe, alors que je n'en ai pas le pouvoir, bien que je n'aie pas vraiment réformé la France, alors que je l'avais»<sup>(4)</sup> dénonçant la faible ap-

titude à gouverner de M. Macron, son incapacité à transformer ses idées en réalités, la distance considérable entre ses discours, notamment ceux d'Athènes et de la Sorbonne, qui portaient en eux une belle aspiration à plus d'Europe, et leur mise en œuvre.

Les priorités de la PFUE pour la défense sont : la *boussole stratégique*, qui doit être adoptée en mars 2022 au Conseil européen et constituer «le premier livre blanc de défense pour l'UE», permettant d'effectuer «un suivi étroit des engagements qui y figureront», grâce à un état des lieux annuel fait par le haut représentant ; une *capacité de déploiement rapide* qui sera définie par une revue des lacunes capacitaires ; le développement d'une «*boîte à outils*» pour contrer partout, mais en particulier dans l'espace maritime, le cyberspace et l'espace exo-atmosphérique, les «menaces hybrides», notamment les manipulations de l'information, la *création de l'Innovation Hub* au sein de l'Agence européenne de défense ; l'approfondissement des partenariats existants, en premier lieu le transatlantique.<sup>(5)</sup> Cette énumération irréaliste tend à donner raison à *L'Opinion*.

M. Macron dispose toutefois de l'appui du chancelier Scholz, qui a plaidé pour une Europe plus souveraine et forte. Nul ne s'est étonné de le voir reçu à Paris peu après sa prestation de serment : le traité de l'Élysée de 1963 prévoit notamment que les successeurs du président Charles de Gaulle et du chancelier Konrad Adenauer continueront à se réunir régulièrement, à échanger des informations sur leurs politiques et à trouver autant de compromis que possibles. En dépit du fait que le Bundestag a rendu ce traité grandement caduc en le subordonnant au traité de Washington de 1949, les rendez-vous franco-allemands sont devenus une tradition. Mais si l'entente entre le président Mitterrand et le chancelier Kohl a pu faire aboutir il y a 30 ans la négociation du traité de Maastricht et advenir l'euro, le tandem franco-allemand s'est globalement révélé peu performant pour gérer les crises successives, impuissant à renforcer l'union de l'Europe, incapable d'empêcher le Brexit et inapte à négocier avec les Britanniques un accord de sortie satisfaisant. Ceci se constate tous les jours dans la Manche et en Irlande du Nord.

Le fait que le président et le chancelier se voient souvent et, à moins que le coronavirus ne les en empêche, se prennent dans les bras et s'embrassent, sert à nous faire oublier qu'ils ont des désaccords profonds. La France et l'Allemagne ont des cultures et des priorités différentes. La France protège mieux ses agriculteurs, se préoccupe moins des déficits budgétaires et commerciaux, tient à garder une armée puissante et a fait régulièrement intervenir en opérations extérieures. L'Allemagne de M<sup>me</sup> Merkel voulait exporter, craignait l'inflation et le dérapage des finances publiques, accordait trop peu d'attention à la défense et se soumettait constamment, aux Américains, aux Russes et aux Turcs, pourvu que le commerce continue. Les Français comptent sur l'énergie nucléaire, M<sup>me</sup> Merkel a décidé de s'en débarrasser.

La question pertinente est de savoir si la coalition rouge-jaune-vert de M. Scholz sera vraiment différente de celle qu'il formait avec M<sup>me</sup> Merkel. Nous pouvons l'espérer, car ses déclarations d'intentions sont appréciées. Dans le «*Sonntagstrend*» réalisé par l'institut de sondage Insa pour le *Bild am Sonntag*, les sociaux-démocrates gagnent un point et atteignent 28%, les Verts également pour atteindre 15%. Les libéraux perdent un point et se retrouvent à 11%. La CDU/CSU maintient son score de 23%. L'Alternativ für Deutschland (AfD) perd un point et passe à 11%. Die Linke se maintient à 5%.<sup>(6)</sup>

## France – Visegrád, mêmes combats ?

De la visite de M. Macron à Budapest le 13 décembre, il ressort qu'avec les États membre du groupe de Visegrád (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie), la France partage quelques priorités : la sécurité et l'intégrité territoriale par la défense des frontières, une réforme en profondeur de Schengen et promouvoir l'énergie nucléaire. En particulier, MM. Orbán et Macron s'accordent sur le fait que l'Europe a besoin d'une autonomie stratégique et d'indépendance, ce qui implique une industrie de défense, une capacité nucléaire de production d'énergie, une autosuffisance agricole, une politique de défense européenne commune. Pour eux, il faut améliorer la protection des frontières extérieures, limiter les flux migratoires secondaires, rendre plus efficaces les mécanismes de retour vers les pays d'origine, pour les personnes qui ne sont pas éligibles à l'asile, mais aussi trouver les voies et moyens d'harmoniser les règles européennes en matière d'asile et d'immigration.

M. Orbán, quand il s'agit d'équiper son armée, achète surtout du matériel franco-allemand. En 2018, il a commandé 16 hélicoptères de transport Caracal à Airbus, ainsi que 44 chars de combat Leopard 2 A7+ et 24 obusiers PzH 2000 à Krauss-Maffei Wegmann (KMW), plus 12 Léopard 2 A4 d'occasion, destinés à l'entraînement des équipages.<sup>(7)</sup>

## Les Pays-Bas

Le gouvernement Mark Rutte IV s'appuie sur la même majorité que précédemment, mais le Premier ministre Rutte doit partager le leadership avec Sigrid Kaag, la leader de D66, qui est plus pro-européenne que lui. Les Pays-Bas ont mal vécu le retrait non concerté des Américains d'Afghanistan. Ils veulent investir plus dans la défense, 500 millions € en 2022, 1,9 milliard € en 2023, 4,1 milliards € en 2024, 4,2 milliards € en 2025, ce qui représente une augmentation de 25%, pour que les Européens sachent mieux prévenir ou résoudre seuls les futurs conflits, notamment dans les États baltes et les Balkans occidentaux. Politiquement, l'OTAN reste la pierre angulaire de la défense collective, mais l'UE doit renforcer la lutte contre la piraterie et disposer d'une capacité de réaction ou de déploiement rapide. Le QG militaire de l'UE doit être renforcé tout en évitant les doublons avec l'OTAN, autant que possible.

Avec leurs voisins européens, il mise sur la coopération, notamment dans la cybersécurité, le renseignement et les achats groupés. Il veut augmenter l'interopérabilité avec l'armée allemande et travailler «avec les pays voisins», c'est-à-dire la Belgique. Il veut jouer un rôle actif dans le développement européen des capacités de défense, par la recherche et développement, ainsi qu'une politique industrielle intelligente, axée sur le numérique et les nouvelles technologies.<sup>(8)</sup>

## Les États baltes

Le comité ministériel de la défense des États baltes a décidé, le 21 décembre, la création d'une zone opérationnelle conjointe qui comprend un accord juridique sur les procédures, un engagement d'assistance mutuelle en cas de menace et une planification militaire commune, afin de répondre le plus efficacement possible aux menaces, en supprimant les contraintes opérationnelles, légales ou pratiques à l'apport d'un soutien entre les États baltes. Il a condamné les efforts de la Russie pour diviser l'Europe en sphères d'influence, refusant aux pays leur droit souverain à l'autodétermination. Les ministres ont également réitéré le soutien indéfectible des États baltes à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, tout en appelant la Russie à respecter le droit international et à mettre fin à l'occupation illégale de la Crimée, ainsi qu'à son soutien aux régions séparatistes de Louhansk et de Donetsk.

Il veut renforcer la sécurité du flanc oriental de l'OTAN en favorisant l'interopérabilité et l'efficacité des budgets de défense et félicite les Alliés pour la solidarité et l'unité dont ils ont fait preuve en déployant des groupements tactiques et en assurant la mission de patrouille aérienne de l'OTAN dans la Baltique.<sup>(9)</sup>

## La mobilité militaire

Il aura fallu presque un an pour associer le Canada, les États-Unis et la Norvège au projet relatif à la mobilité militaire mené dans le cadre de la Coopération structurée permanente par les Pays-Bas.<sup>(10)</sup> C'est désespérément lent, mais c'est mieux que l'absence de progrès constatée dans le cadre de l'OTAN, durant 70 ans.

## Considérations finales

Quelques raisons d'espérer en l'Europe se dévoilent ainsi timidement et pas où l'on s'y attendait, mais indubitablement. C'est une raison suffisante pour redoubler d'efforts en vue de l'union politique de l'Europe dans un cadre fédéral, condition nécessaire à la création d'une défense européenne.

Un État, même dictatorial, a besoin d'une forme de consentement de ceux qu'il gouverne. Il peut certes les dominer au point qu'ils acceptent, pour un temps très variable, une restriction de leur bien-être et de leur liberté, mais ils vont continuer à aspirer à une gouvernance valable. C'est celle qui assure à la fois la liberté et le bien-être, ce qui nécessite conjointement un État fort, l'État de droit et la responsabilité de l'État devant le peuple. Seule une Europe fédérale peut nous donner cela. Seule une défense européenne peut garantir notre sécurité et notre défense, et rééquilibrer et renforcer l'OTAN.

1) Voir Giacomo Cavanna, «Catapulte elettromagnetice ed AAG alla Francia per 1,3 miliardi di dollari» in *Ares Osservatorio Difesa*, 22 dicembre 2021, <https://aresdifesa.it/catapulte-elettromagnetice-ed-aag-alla-francia-per-13-miliardi-di-dollari/>

2) Voir Laurent Lagneau, «La commande de trois E-2D Hawkeye destinés à la Marine nationale notifiée Northrop Grumman par le Pentagone» in *Zone militaire open.360.com*, 23 décembre 2021, <http://www.opex360.com/2021/12/23/la-commande-de-trois-e-2d-hawkeye-destines-a-la-marine-nationale-notifiee-a-northrop-grumman-par-le-pentagone/>

3) AFP, «La France prend les rênes de l'Union européenne pour six mois» in *Le Monde*, 1<sup>er</sup> janvier 2022, [https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/01/la-france-prend-les-renes-de-l-union-europeenne-pour-six-mois\\_6107846\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/01/la-france-prend-les-renes-de-l-union-europeenne-pour-six-mois_6107846_3210.html)

4) Voir Nicolas Beytout, «Emmanuel Macron : une Europe loin du quotidien» in *L'Opinion*, <https://www.lopinion.fr/politique/une-europe-loin-du-quotidien>, 9/12/2021.

5) Helen Chachaty, Aurélie Pugno, «Les six priorités de Florence Parly pour la présidence française de l'UE» in *Bruxelles2*, <https://club.bruxelles2.eu/2021/12/les-six-priorites-de-florence-parly-pour-la-presidence-francaise-de-lue-2/>, <https://www.faz.net/aktuell/sonntagsfrage-spd-scholz-lauterbach-im-stimmungshock-17701750.html>

6) «SPD, Scholz und Lauterbach im Stimmungshock» in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26. Dezember 2021, <https://www.faz.net/aktuell/sonntagsfrage-spd-scholz-lauterbach-im-stimmungshock-17701750.html>

7) Voir Nicolas Gros-Verheyde, «Macron et Orbán d'accord sur l'autonomie stratégique. Convergence sur les frontières avec les Visegrád» in *Bruxelles2*, 15 décembre 2021, <https://club.bruxelles2.eu/2021/12/macron-et-orban-daccord-sur-lautonomie-strategique-convergence-sur-les-frontieres-avec-les-visegrad-2/>, <https://club.bruxelles2.eu/2021/12/les-neerlandais-veulent-de-penser-plus-et-mettre-de-leuropeen-dans-leur-defense-la-politique-etrangere-aussi-doit-etre-dopee-2/>, <https://club.bruxelles2.eu/2021/12/les-neerlandais-veulent-de-penser-plus-et-mettre-de-leuropeen-dans-leur-defense-la-politique-etrangere-aussi-doit-etre-dopee-2/>

8) Nicolas Gros-Verheyde, «Les Néerlandais veulent dépenser plus et mettre de l'éuropéen dans leur défense. La politique étrangère aussi doit être dopée» in *Bruxelles2*, 17 décembre 2021, <https://club.bruxelles2.eu/2021/12/les-neerlandais-veulent-de-penser-plus-et-mettre-de-leuropeen-dans-leur-defense-la-politique-etrangere-aussi-doit-etre-dopee-2/>

9) Roberts Kraus, «Les États baltes vont former une zone opérationnelle commune» in Ministère de la Défense letton, 21 décembre 2021, <https://www.mod.gov.lv/lv/zinas/baltijas-valstis-veidos-kopigu-brunoto-speku-operacionalo-rajonu>

10) Nicolas Gros-Verheyde, «Mobilité militaire. Les arrangements administratifs avec le Canada, les USA et la Norvège conclus» in *Bruxelles2*, 16 décembre 2021, <https://club.bruxelles2.eu/2021/12/mobilite-militaire-les-arrangements-administratifs-avec-le-canada-les-usa-et-la-norvege-conclus-2/>, <https://club.bruxelles2.eu/2021/12/mobilite-militaire-les-arrangements-administratifs-avec-le-canada-les-usa-et-la-norvege-conclus-2/>

## Bilan compétitivité et résilience 2021:

# Très bonne résistance de l'économie luxembourgeoise

**L'Observatoire de la compétitivité - Luxembourg Stratégie du ministère de l'Économie vient de publier son Bilan compétitivité et résilience 2021.**

Face à la crise sanitaire liée à la pandémie COVID-19, le Bilan a été augmenté de la dimension de résilience. En effet, une économie capable de se relever rapidement et vigoureusement peut rester compétitive. Le Bilan compétitivité et résilience consacre un chapitre à la notion de résilience basée sur les «Resilience Dashboards» de la Commission européenne. Le Bilan propose une analyse de la pertinence de la démarche de résilience au cas luxembourgeois. Le ministre de l'Économie Franz Fayot précise aussi dans la préface l'importance du sujet et souligne qu'«anticiper, développer une stratégie de

continuité et de sécurité afin de se préparer du mieux possible aux menaces potentielles doit figurer en haut de l'agenda stratégique du pays».

La nouvelle édition du Bilan évalue aussi la position compétitive du Luxembourg dans l'Union européenne à la suite d'une année atypique et dresse un état de la situation économique, sociale et environnementale pour 2020. Dans le tableau de bord national de la compétitivité, le Luxembourg se classe 3<sup>e</sup> parmi les États membres de l'UE et gagne ainsi une place dans le classement général. En particulier, le Luxembourg renforce sa position en matière économique et se classe désormais 8<sup>e</sup> pour cet aspect. Le Luxembourg maintient sa 2<sup>e</sup> position en matière sociale et progresse légèrement dans l'aspect environnemental en se classant 5<sup>e</sup> dans ce domaine.

Comme dans les éditions précédentes, le Bilan analyse également une série de benchmarks internationaux. Globalement, le Luxembourg fait toujours assez bonne figure dans les classements de compétitivité territoriale, malgré que sa position se soit légèrement détériorée au cours des cinq dernières années. Ceci vaut également en matière de digitalisation et d'innovation, deux facteurs clés de la compétitivité pour lesquels la performance du Luxembourg reste toutefois au-dessus de la moyenne des États membres de l'Union européenne. Outre les benchmarks présentés traditionnellement, cette édition du Bilan propose encore un regard sur l'attractivité de la place financière. Ici, le Luxembourg parvient à se classer parmi les principaux centres financiers du monde et est considéré comme plate-forme internationale de premier plan pour la finance durable.

En complément de l'analyse de la compétitivité, le Bilan compétitivité et résilience 2021 offre un regard sur les principaux indicateurs et objectifs nationaux du Luxembourg dans le cadre du semestre européen.

Enfin, le Bilan donne un aperçu de différentes études réalisées par l'équipe de Statec Research, notamment sur le rôle de la confiance dans le respect des politiques de santé. Une deuxième contribution présente la méthode utilisée pour les prévisions à très court terme de la croissance du PIB.

Enfin, une étude se basant sur la dernière vague de l'enquête Global Entrepreneurship Monitor (GEM) met l'accent sur les réponses et réactions des entrepreneurs luxembourgeois face à la crise COVID-19.

Source : ministère de l'Économie et l'Observatoire de la compétitivité